

Militant

«REGARDER L'HOMME ET LA SOCIÉTÉ DANS LEUR VÉRITÉ,
C'EST-A-DIRE AVEC LES YEUX DU PLUS DÉFAVORISÉ» (J. P. SARTRE)

dans ce numéro

échange de
correspondance
avec l'adjoint au
logement du 18^e

«anomistes» ou
prolétaires ?

Sarkozy et les sans-papiers

LA GRANDE ILLUSION

Les dégâts sont considérables : depuis l'avènement du nouveau gouvernement et celle du ministre de l'intérieur Sarkozy, des rumeurs persistantes laissent croire à une régularisation massive des sans-papiers. Certains d'entre eux, désespérés, n'arrivent pas à admettre qu'ils doivent cesser de s'accrocher à cet espoir.

Il faut dire que les médias ne facilitent pas la clarification des enjeux, loin s'en faut. Ainsi, le journaliste Philippe Bernard du Monde écrivait-il le 18 septembre dernier : «Nicolas Sarkozy a donné le signal d'une opération de régularisation qui, à la différence de celle en cours dans l'Italie de Berlusconi, ne dit pas son nom».

Or la réalité est qu'il n'y a aucune régularisation, ce qui est la vraie différence avec l'Italie, et que les assouplissements annoncés par le ministre masquent une relecture plus sévère des critères de régularisation (cf. page 2).

La solution n'est que dans la reprise de la lutte, mais de manière ordonnée et avec une claire vision des objectifs et des tactiques. Ceci impose pour le moins de prendre du champ avec la «Coordination 93» et la «Coordination nationale des sans-papiers» (cf. pages 3 à 5) dont on ne sait pas jusqu'à quel point les inspirateurs sont des complices objectifs ou subjectifs de la droite.

Clarifier c'est enfin resituer le conflit autour des sans-papiers pour ce qu'il est : non pas l'annonce de l'apparition d'un nouveau sujet historique, mais la révolte d'une partie particulièrement marginalisée et opprimée du prolétariat (cf. pages 7 à 9). C'est bien ainsi que le comprennent les ouvriers des foyers (page 6).



15 sept. 2002 : occupation de l'église Saint Ambroise, triste remake de celle du 18 mars 1996, début du mouvement.

Irak : «Pas en notre nom !»

Le changement dans la continuité...

Dans une circulaire adressée aux préfets début décembre, Nicolas Sarkozy donne ses nouvelles consignes pour l'application par l'administration de la loi Chevènement sur l'entrée et le séjour des étrangers.

■ Soucieux de lâcher un peu de lest pour éviter de nouvelles mobilisations, le ministre propose avant tout une homogénéisation du traitement des dossiers par les préfetures. Il est vrai que jusqu'ici certaines préfetures étaient relativement coulantes alors que d'autres avaient une interprétation totalement restrictive de la loi. Après des sans-papiers, Bobigny était réputée très sévère, Paris plus tolérante et certaines métropoles de province encore plus souples.

■ Consigne est donnée également aux préfets de réexaminer l'ensemble des dossiers qui leur seront soumis. Ainsi, chaque demandeur se verra remettre un récépissé valant «abrogation de tout arrêté de reconduite à la frontière».

■ Pour ce qui concerne les sans-papiers susceptibles d'être régularisés parce qu'ils ont plus de dix ans de présence sur le territoire, ils devront toujours apporter «la première preuve de leur entrée sur le territoire français par un document

irréfutable» (visa, récépissé de demande de séjour ou d'asile). Par contre, il n'auront plus qu'une seule preuve de présence à fournir pour chaque année antérieure à 1998 (contre deux jusqu'ici).

■ Sarkozy fait clairement le tri entre les preuves demandées. Il distingue des «preuves certaines», c'est-à-dire des documents émanant d'une administration (préfeture, service social, école...). Viennent ensuite les pièces «à valeur probatoire réelle» qui émanent d'institutions privées (certificats médicaux, relevés bancaires). Les documents personnels n'auront qu'une «valeur probatoire limitée». Les pièces des deux dernières catégories ne pourront que «confirmer l'intime conviction de l'administration» mais ne seront pas acceptés comme preuves s'ils sont seuls.

■ Selon la circulaire, les étrangers qui justifient de liens familiaux ou de vie privée (mariage, concubinage, Pacs) devraient être régularisés. Des cas «exceptionnels» de collatéraux pourraient également être acceptés.

■ Pourront escompter des régularisation à titre humanitaire : les personnes accompagnant un malade, les handicapés lourds, les femmes victimes de violences conjugales ou répudiées.

■ Concernant les régularisations pour raisons médi-

cales, Sarkozy entend serrer la vis et mettre en place des contre-expertises systématiques.

■ Les choses devraient un peu s'arranger pour les

étudiants qui demandent à changer de statut et qui vivent en couple (mariage, concubinage, pacs) ou qui présentent une promesse d'embauche ou un contrat de travail.

Militant

COMMENTAIRE Si les précisions apportées par la circulaire Sarkozy risquent d'améliorer la situation de quelques centaines (milliers ?) de personnes, on notera qu'elles risquent d'aggraver celle de bien d'autres. On peut en particulier s'inquiéter de la manière fort restrictive dont les critères de régularisations (les «preuves» demandées par les préfetures) sont homogénéisés. En tout état de cause, Nicolas Sarkozy ne change rien sur le fond : on reste dans le cas par cas et la politique ubuesque consistant à demander à des gens séjournant irrégulièrement dans un pays de fournir des documents officiels pour espérer être régularisés.



22 septembre 2002 : des centaines de personnes affluent au Théâtre Gérard Philippe de Saint Denis pour se faire recenser et constituer des dossiers auprès de la Coordination 93 pour les sans-papiers

un «mouvement» aventuriste et manipulé

POLEMIQUE

par Raymond DEBORD

Alors que les forces de gauche soutenant la *Coordination nationale des sans-papiers* avaient laissé le mouvement s'éteindre de lui-même et boycottaient ouvertement celui lancé par le *Rassemblement des collectifs d'ouvriers sans-papiers des foyers*, l'arrivée d'un gouvernement de droite semble avoir donné la volonté de relancer quelque chose.

La méthode choisie a été de soutenir (de susciter ?) à grands renforts médiatiques l'"occupation" de la basilique de Saint Denis par 120 sans-papiers de la *Coordination nationale* le 17 août dernier.

Ce lieu a servi d'abcès de

fixation, une opération de type Saint Bernard étant visiblement dans la tête des principaux "soutiens" du mouvement : PCF, LCR, Droits Devant etc.

Immédiatement, les média se sont précipités et ont fait une publicité extraordinaire au mouvement : "unes" du Monde, de Libération, de L'Humanité, reportages télé quasi quotidiens, etc. Une telle complaisance soudaine ne peut que susciter des interrogations alors que les manifestations de milliers d'ouvriers sans-papiers n'ont

jamais donné lieu à une ligne dans la presse. Comme on pouvait s'y attendre, les classiques problèmes de méthodes sont réapparus dans la mesure : 1) Où c'est le choix

«Les sans-papiers sont hébergés en toute bienveillance par le père Berger»

d'une "occupation" d'un lieu de culte qui était faite 2) Où les "soutiens" ont accaparé la parole 3) Où l'on a établi une liste close de dossiers à défendre.

A la différence de Saint Bernard, les sans-papiers n'ont pas de réels leaders capables de garantir l'autonomie du mouvement et de laisser les

"soutiens" au second plan. Autre nuance, qui n'est pas sans importance ni signification : à la différence de Saint Bernard également, il est apparu rapidement que l'"occupation de la Basilique de Saint-Denis" n'en était pas une mais que l'opération avait été montée (par qui exactement ?) en concertation avec la hiérarchie catholique. Comme le signale *Le Monde* "les sans-papiers ne veu-

lent pas mettre en péril le patrimoine de la basilique, où ils sont hébergés en toute bienveillance par le père Berger" (21/08/02). Nous voilà donc rassurés... D'ailleurs les sans-papiers se réfugient rapidement dans une simple salle paroissiale, une décision "prévue dans les accords passés avec les autorités ecclésiastiques" (idem).

Mais tout a très rapidement dégénéré, l'overdose médiatique suscitant des effets visiblement inattendus par les inspirateurs de la soi-disant "occupation" : des milliers de sans-papiers venant de toute l'Île de France ont convergé vers Saint Denis.

La réalité est que le niveau de conscience et d'engagement des sans-papiers est beaucoup plus faible aujourd'hui qu'au moment de Saint Bernard (à l'exception de ceux des foyers qui se sont radicalisés). Du coup la seule chose qui intéresse réellement les gens c'est l'inscription sur des listes dans l'illusion totale d'une régularisation globale de la part de Chirac et Sarkozy ! Ils se sont donc précipités par milliers à Saint Denis, sur la base de rumeurs complètement folles. La *Coordination 93* et les "soutiens" se sont donc retrouvés totalement débordés par les résultats de leur opération médiatique. La situation est devenue tellement catastrophique qu'ils ont dû... appeler les CRS pour se protéger des milliers de misérables qui assiégeaient la basilique. Finalement, les problèmes étaient tels que l'Eglise a fait pression pour que les sans-papiers quittent les lieux. La *Coordination 93* s'est exécutée, quitte à saborder le mouvement.

Comme il fallait le faire en douceur mais en fanfare, on a donc réalisé... un rassem-



28 août : fatigue et énervement dans les longues files d'attente de sans-papiers attendant de se faire recenser

blement sur le parvis des droits de l'homme au Trocadéro. L'éloignement de Saint Denis et le choix d'un lieu excentré devaient pouvoir limiter le nombre de participants qui ne furent effectivement que 1.500, très nombreux militants de gauche inclus. Le choix du Trocadéro n'était pas non plus anodin politiquement. On quittait le terrain de la lutte et de la revendication pour se placer sur celui de l'incantation aux "droits de l'homme", sans désigner aucun centre de pouvoir comme adversaire. Voilà qui convenait parfaitement aux "soutiens" qui se précipitèrent : le communiste droitier Jack Ralite (qui refuse d'inscrire les enfants de squatters à l'école dans sa commune), l'écrivain Didier Daeninckx, l'homme de circonstance, en l'occurrence Michel Tubiana de la Ligue des droits de l'homme, Mouloud Aounit du MRAP (qui milite aussi pour la libération anticipée de Maurice Papon) et bien sûr l'inévitable Olivier Besancenot dans le rôle de la mouche du coche. On entendit aussi l'inusable professeur Léon Schwarzenberg qui demanda au gouvernement Raffarin "d'avoir le courage de régulariser". Oubliés les phrases de Chirac sur "le bruit et les odeurs", ses accointances passées avec Le Pen et le coup de hache de ses flics dans la porte de l'église Saint Bernard. Tout n'est qu'une question de "courage" et donc finalement de bonne volonté. L'heure était donc venue d'en appeler au consensus national et de chanter la Marseillaise. Ce fut fait, les pauvres sans-papiers présents reprenant en chœur...

Restait maintenant à liquider les trublions qui assistaient aux manifestations et étaient présents à Saint Denis sans vouloir donner pour autant dans l'oecuménisme : les représentants du Rassemblement des collectifs d'ouvriers sans-papiers des foyers et de l'Organisation politique. Le mardi 3 septembre, le journal Le Monde titrait donc "les sans-papiers poursuivent leur mouvement entre tentatives de récupération et souci de l'unité". La récupération en question n'était pas celle des "soutiens" mais comme le précisait le sous-titre, celle "de l'Organisation politique, un mouvement maoïste qui incitait les étrangers à réoccuper la basilique de Saint Denis". Ainsi donc, alors que le journal Le Monde n'a



Appelés à la rescousse, les CRS aident les associations à canaliser la foule des sans-papiers au moyen de barrières métalliques

jamais écrit une seule ligne sur les actions du Rassemblement, qui lutte depuis 1997 et qui avait encore mis 3.000 sans-papiers dans la rue le 23 mars (cf. la Voie Populaire n°32) et 1.500 dans la rue le 07 juillet, les "maoïstes" étaient subitement en haut de l'affiche.

Laissons simplement parler les faits, tels qu'ils ont été rapportés par Le Monde. "Les sans-papiers, rassemblés devant la basilique à leur retour de Paris, hésitent. Doivent-ils écouter ces gens qui les exhortent à les rejoindre pour "continuer la lutte" sans la Coordination 93 qui ne "leur a pas donné ce qu'elle leur avait promis", ou bien faire confiance au père Berger, qui les a accueilli pendant douze jours dans sa basilique et leur demande de "ne pas tout gâcher" ? Le curé promet (...) de rencontrer le ministre de l'intérieur qui lui a demandé une entrevue : "Je ne savais pas si je devais y aller, mais maintenant je sais. J'irais pour défendre votre cause".

On a ici un concentré des divergences entre les deux tendances qui s'affrontent régulièrement au sein du

mouvement social : Il y a d'un côté la tendance qui se prononce pour l'organisation des gens par eux-mêmes et pour le respect du mandat. Il y a de l'autre la tendance qui favorise la délégation de pouvoir auprès de représentants institutionnels et qui spéculer sur l'éventuelle générosité des adversaires du mouvement. A chaque occasion, qu'il s'agisse des sans-papiers mais aussi des luttes sur le logement ou des mouvements revendicatifs dans l'entreprise ces deux orientations et les organisations qui les portent s'affrontent.

mentir ouvertement

Mais pour bien faire passer le message des "soutiens", à savoir qu'il faut suivre les "personnalités" auto-proclamées, les curés etc., le Monde va aller très loin puisqu'il va mentir ouvertement en faisant allusion à des violences physiques causées par le Rassemblement qui aurait tenté de réoccuper la Basilique. Or, non seulement les ouvriers sans-papiers des foyers ont toujours condamné les occupations

d'édifices publics, à fortiori religieux, mais aucun incident n'a eu lieu, ni devant la Basilique ni au Trocadéro. Les "soutiens" n'ont certes pas apprécié que le Rassemblement et l'Organisation politique diffusent au Trocadéro un tract exprimant leur désaccord complet avec l'orientation suivie, mais pas la moindre bousculade n'a eu lieu. Il fallait donc l'inventer pour immuniser l'opinion publique, voire la base du PCF, de la LCR ou de Droits Devant contre les "maoïstes" semeurs de trouble. La manoeuvre étant particulièrement grossière, on chercha donc un lampiste, en l'occurrence une "stagiaire" remplaçant la journaliste en titre (Sylvia Zappi, ex-LCR et "ex"-Verts) opportunément occupée ailleurs...

En réalité, si les membres les plus connus de l'Organisation politique (Lazarus, Badiou etc) furent maoïstes dans les années 70 (qui ne l'était pas ?) c'était sous le sigle de l'Union des communistes de France. Mais en ce qui concerne l'Organisation politique, fondée en 1985, elle a totalement largué les amarres non seulement avec le Grand Timonier mais avec le marxisme en général et se prononce simplement pour la démocratie et une France où l'Etat reconnaîtrait "chacun pour ce qu'il est"... Tout le monde peut en penser ce qu'il veut et il est même permis de soupçonner que l'Organisation politique a été un peu trop loin dans les ruptures théoriques... Ceci n'est en tout état de cause le problème du Monde qui a besoin d'agiter le spectre de la violence des rouges et du "maoïsme" pour discréditer ses adversaires.

Ce vrai-faux incident étant clos, les militants de la Coordination se sont donc déplacés à la Bourse du travail de Paris. Mais ils y ont été rapidement rejoints par des milliers de

la citation du trimestre

«La loi Chevènement de 1997 n'a rien résolu. Les associations de gauche et d'extrême gauche ne sont pas allées jusqu'au bout de leur logique, quand la gauche est arrivée au pouvoir. Il fallait changer cette loi, pas seulement effectuer un traitement de façade. Nous avons baissé les bras, on s'est fait avoir.»

Mamadou Traoré, porte-parole des sans-papiers de la Maison des Ensembles

Sarkozy et les sans-papiers : la grande illusion

nouveaux sans-papiers, contrairement à ce qu'ils souhaitaient. "La Coordination avait demandé aux sans-papiers, parisiens uniquement, de venir s'inscrire sur des listes" (Le Parisien, 04/09/02). Autrement dit, elle espérait en quittant Saint Denis qu'elle réussirait à se débarrasser des banlieusards... Peine perdue : "Malgré cela ils ont afflué de toute la région parisienne, par milliers" (idem). "Mon idée était de libérer Saint Denis. Je pensais que seuls 200 à 300 sans-papiers parisiens viendraient. Je n'ai pas mesuré" avoue Romain Binaizon, porte-parole de la Coordination nationale (Le Monde 4 septembre). La dislocation ayant échoué, plus de 2.700 personnes se sont massées devant la Bourse du travail, les "soutiens" devant une nouvelle fois... appeler les CRS pour remettre un peu d'ordre. "Seul membre de la coordination nationale des sans-papiers présent tout au long de la journée, Romain Binaizon a tenté de convaincre les sans-papiers de rentrer chez eux, sans succès" (Le Parisien, 04/09).

Liquidation

Faire rentrer les gens chez eux, voilà donc l'alpha et l'oméga de l'orientation de la Coordination. Bien sûr ça prendra du temps, d'autant que les gens, eux, ne veulent pas y retourner. Et puis il y a les opposants. "Ces fouteurs de merde vont tout gâcher" disait Ali Mansouri, porte-parole de la Coordination 93 en parlant du Rassemblement (Le Monde du 03/09). Il voulait dire : ces fouteurs de merde vont nous empêcher de liquider le mouvement.

Mais même après avoir évacué la question du Rassemblement, les choses ne sont pas si simples. Un élément tout à fait significatif de l'état d'esprit de la masse des sans-papiers est qu'ils ont refusé d'aller manifester mardi 3 septembre, de peur de perdre leur place dans les files d'attente pour s'inscrire sur les listes bidons tenues par la Coordination nationale avec l'aide de la CGT et de SUD. Comme le savent bien les militants populaires, qui travaillent avec dévouement depuis des années, on ne constitue pas un dossier en quelques minutes. Partant pour un coup médiatique, ni la Coordination nationale ni les "soutiens" ne souhaitaient se donner les moyens d'organiser un réel mouvement de masse, d'autant que le succès involontaire de leur opération

auprès des sans-papiers reposait sur une rumeur mensongère de régularisation en masse alimentée par une approche désastreusement opportuniste du gouvernement Chirac. On a même vu à la télévision des sans-papiers de Saint Denis appeler le président et Raffarin... à soutenir le mouvement ! En réalité, le refus obstiné de poser les questions sociales en terme de classe, combiné avec une nette orientation à renvoyer droite et gauche dos à dos et finalement l'appel à voter Chirac ont produit un désastre idéologique. Des milliers de gens, y compris

baratin sur le thème d'un examen "humain" et naturellement "au cas par cas" des dossiers. Une grande partie de la gauche, y compris chez les "soutiens" auto-proclamés est d'ailleurs sur la même position de fond que Sarkozy. Comment interpréter autrement l'attitude de Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, qui s'est rendue à Saint Denis pour se faire prendre en photo avec les sans-papiers tout en déclarant qu'elle appelait à "étudier tous les cas positivement" (L'Humanité 21 août). Pour qu'on comprenne bien sa pensée, le journaliste de l'Huma a précisé que

errements de la Coordination nationale. Il est impardonnable de jouer avec les espoirs des gens, à fortiori s'ils sont dans des situations aussi dramatiques que l'est celle des sans-papiers. La mobilisation, pour nécessaire qu'elle soit, n'a de sens que si elle exprime un acte conscient de la part des gens concernés. Faute de quoi on retombera dans les mêmes travers politiques où quelques chefs rivalisent pour s'exprimer au nom des déshérités. Mais n'est-ce pas ce qui est déjà en train de se passer ?

Nous notions dans la Voie Populaire que le principal pour le gouvernement serait d'aborder la question de l'immigration "sous l'angle de la soi-disant "guerre contre le terrorisme" et par conséquent de l'agitation nau-séabonde contre la "menace intégriste" dans les banlieues" (n°32, p.6). Sarkozy a donc très rapidement compris qu'il n'avait pas intérêt à ouvrir un deuxième front avec les sans-papiers et qu'il pourrait compter sur les appendices associatifs de la gauche parlementaire pour l'y aider. Il s'est donc empressé de recevoir dès le 5 septembre les inusables Michel Tubiana (Ligue des droits de l'homme), Mouloud Aounit (MRAP) Guy Bedos (!) ainsi que les écrivains Dan Franck et M. Stareski (!), désignés par lui comme porte-paroles des sans-papiers.



26 août : sit-in de 500 sans-papiers place Saint Augustin à Paris.

chez les sans-papiers eux-mêmes, en sont arrivés à penser que l'alternance politique ouvrirait peut-être la possibilité de mesures en leur faveur ! Au lieu de faire souffler le vent de la révolte, tout le travail des "soutiens" (PCF, LCR, CGT, FSU, SUD, Droits Devant etc) a consisté depuis Saint Bernard à tirer vers le bas le niveau de conscience politique des sans-papiers.

Une fois de plus, le mouvement des sans-papiers est donc manipulé par des forces qui agissent de manière politicienne, mais aussi incompétente et irresponsable. Non seulement le type d'actions impulsé ne contribue nullement à l'organisation des gens par eux-mêmes, mais il sème la confusion. La vérité est pourtant simple : le gouvernement ne lâchera rien sur la question des sans-papiers, se contentant de faire du

"militant pour une étude au cas par cas de tous les sans-papiers, Marie-George Buffet a insisté sur le fait qu'il fallait régler les problèmes immédiats de manière positive, sans omettre de réfléchir aux moyens politiques de les éviter".

N'ayant ni vocation à s'agiter superficiellement comme le font les petits groupes sans travail de terrain ni à servir de supplétif par rapport aux manoeuvres politiques de la "gauche de la gauche", l'Association populaire d'entraide ne s'est pas précipitée à Saint Denis ni à la Bourse du travail. Grand bien lui en a fait au vu du chaos déclenché par l'irresponsabilité de ceux qui ont joué avec le feu. En tout état de cause, les amis du peuple auront à coeur de maintenir une orientation dont la justesse se trouve démontrée en creux par les

Sarkozy a profité de l'occasion pour annoncer la ratification de deux accords franco-algérien et franco-tunisien légèrement plus favorables aux "sans-papiers" ce qui ne mangeait pas de pain, tout accord entre des gouvernements ayant vocation à être ratifié. Il a promis une "commission" d'étude des cas de personnes "ni régularisables, ni expulsables", ce qui ne mange pas de pain non plus. Pour le reste, il a annoncé avoir donné des instructions aux préfets pour tenir compte "du caractère particulier de certaines situations", ce qui ne veut rien dire du tout. Peu importe, l'essentiel de l'objectif était atteint.

La Coordination n'avait plus qu'à aller faire une occupation/pèlerinage de quelques heures à l'église Saint Ambroise qui ressemblait à un enterrement de première classe pour un mouvement mort-né ■

LES OUVRIERS SANS PAPIERS DES FOYERS TOUJOURS MOBILISES

SAMEDI 6 juillet, 1.500 ouvriers sans-papiers des foyers ont à nouveau manifesté pour une régularisation sans conditions.

En descendant une nouvelle fois massivement dans la rue, les résidents des foyers ont montré leur détermination à poursuivre le combat quel que soit le gouvernement.

Le tract d'appel, diffusé par le Rassemblement des collectifs d'ouvriers sans-papiers des foyers et de l'Organisation politique annonçait clairement la couleur : «*Nous avons lutté contre Juppé/Chirac puis contre Jospin/Chirac. Nous poursuivons et poursuivrons notre bataille contre les différents gouvernements jusqu'à la régularisation sans conditions de tous les ouvriers sans papiers.*».

Une fois de plus, les partisans de la Voie Populaire ont appelé à rejoindre la manifestation, diffusant l'information à la presse et à plusieurs centaines de militants de gauche.

La réponse a été comme d'habitude un silence assourdissant, seulement troublé par les retours émanant de quelques militants (cf. notre rubrique Courrier). La tactique des médias comme de la gauche vis-à-vis d'un mouvement qu'elles peuvent difficilement récupérer ou canaliser est particulièrement méprisable : c'est l'ignorance pure et simple.

L'Etat ne s'y trompe d'ailleurs pas et s'il n'accorde publiquement aucune attention aux résidents des foyers, il n'est pas dupe des rapports de force sur le terrain. Ainsi, le rapport 2000 des renseignements généraux caractérise la Coordination nationale comme un «*espace d'expression sans autorité réelle*», mais considère que le Rassemblement dispose «*parmi les subsahariens vivant en foyer*



Résidents des foyers soutenant la Voie Populaire dans la manifestation du 6 juillet. Le mouvement dispose désormais d'un Comité de base au foyer Rochebrune à Montreuil.

d'une masse de manoeuvre pouvant dépasser le millier d'individus motivés» (*).

Au delà de la politique à courte vue des uns ou des autres le mouvement de masse des résidents des foyers existe et continuera à exister indépendamment des représentations que peuvent en donner (ou pas) les médias.

La bataille en cours dépasse d'ailleurs largement la question des papiers puisque ce qui est aussi en jeu c'est l'existence d'habitats ouvriers collectifs dans la ville.

Les ouvriers des foyers continuent donc à s'organiser, que ce soit avec le Rassemblement ou avec d'autres comme la Voie Populaire qui a maintenant une dizaine d'adhérents au foyer Rochebrune à Montreuil.

Travaillant dans la perspective

de conscientisation de l'association, les militants ont impulsé l'organisation d'une réunion de popularisation de la grève des femmes de chambre de chez Arcade, en présence de Christian Chedouba, syndicaliste SUD et d'une quin-

zaine d'amis de la Voie Populaire.

(* Copie disponible auprès de la rédaction ou consultable sur internet : <http://www.chez.com/vap/info/extrem/gauche2000.htm>

fichage à Montreuil

Le maire de Montreuil Jean-Pierre Brard (apparenté PCF) a organisé au foyer Grands Pêcheurs un «recensement», où, hors de tout cadre légal, il était demandé à tous les résidents, locataires en titre ou hébergés, de remettre un dossier. Chaque résident devait signer le dossier et se faire

photographier. Tout cela en échange de promesses mensongères de papiers et de rénovation du foyer et de relogement ensuite. On se permettra d'en douter fortement, le maire ne faisant pas mystère de son intention de remettre en cause la présence de foyers dans sa ville.

lettres

Militant, 18 rue Victor
Massé 75009 Paris

sur la question des «sans»

il y a aussi les «ANOMISTES», c'est-à-dire les «sans-droits»

Je ne suis qu'un modeste RMiste de 53 ans. Avant de me retrouver exclu de ce système que j'ai combattu et combats toujours, j'ai été enseignant spécialisé et même directeur d'établissement spécialisé.

A ce titre, j'ai cotoyé des familles qui, de près ou de loin, vivent ce que vivent des sans-papiers. Aujourd'hui, avec mon fils de 18 ans, nous vivons une totale précarité, dans un logement dont on veut nous expulser, avec 510,70 euros par mois. De ce fait, je partage tout à fait les idées de votre mouvement, même si je ne puis m'y associer concrètement : je ne serai pas à Belleville (1).

Toutefois, il me paraît indispensable de dépasser le cadre que vous semblez avoir défini : certes, il y a des ouvriers sans-papiers, mais il y a les sans-papiers tout court. Et puis, il y a tous ceux que les sociologues commencent à nommer les "ANOMISTES", c'est-à-dire les "sans-droits" : quels sont les droits d'un RMiste qui ne peut être représenté nulle part, d'un handicapé qui ne peut toujours pas accéder aux édifices publics, d'un jeune qui demeure dans un quartier ghetto où ne se trouve aucun local où il peut retrouver ses potes, d'une mère qui fait la queue tous les jours dans les associations charitatives pour quémander de la nourriture pour ses enfants, pour les millions d'illettrés fabriqués par le système "éducatif" français et qui sont incapables de lire une lettre de la CAF et encore moins de défendre leurs droits...qu'ils perdent de ce fait.

Il faut aussi dépasser la



stérilité des querelles politiques fumeuses qui nous ont empoisonné la vie depuis des décennies. Prenons CHIRAC au mot : il veut de l'action !!!! SOIT!!! Ou il agit au mieux de nos intérêts, et cela commence par les intérêts des plus défavorisés, ou alors les plus défavorisés passent à l'action... et rien ne pourra les arrêter car, eux, ils n'ont rien à perdre et tout à gagner. La lutte, jusqu'à présent, est restée dans les limites du "démocratique" mais quelques signes avant-coureurs (Nanterre, par exemple) ont montré que l'impatience et la frustration avaient leurs limites.

Je ne serai pas à Belleville mais vous pouvez ajouter mon nom sur votre liste (2), à côté de celui de mon ami Wilfrid Winieski. Avec mes salutations humanistes et fraternelles.

Michel FOURNIER
51100 - REIMS

(1) Lieu de la manifestation des ouvriers sans-papiers des foyers du 7 juillet. Voir article page précédente.

(2) Appel pour une nouvelle régularisation des sans-papiers, cf. La Voie Populaire n°32

Je vous remercie pour le soutien que vous avez apporté à l'Appel pour une nouvelle régularisation des sans-papiers et pour votre courrier, dont la générosité et la combativité font chaud au coeur. La situation dans laquelle vous vous trouvez ressemble, malheureusement, à celle de nombreux lecteurs et amis de la Voie Populaire. Mais je tiens surtout à vous remercier pour le contenu de votre contribution, qui n'évade pas les questions d'orientation mais exprime avec franchise et sans arrière-pensée des divergences. Nous voyons dans ce genre de contribution et dans les échanges qu'elle suscite une des raisons d'être d'un bulletin comme la Voie Populaire. D'autant que les questions que vous abordez sont d'après moi au centre des désaccords que nous pouvons avoir avec ce qu'il est convenu d'appeler le mouvement social.

Le choix fait par le Rassemblement des collectifs de sans-papiers des foyers de faire référence à la situation sociale des gens est un choix très fort. Il s'agit de dépasser les strictes apparences, où chacun se situe de manière ethniciste, pour se situer réellement, c'est-à-dire en terme de position par rapport à la production. Le fait que le collectif de "Saint Bernard" ait jadis fait le choix de remplacer le mot de "clandestin" par celui de "sans-papiers" était déjà un pas en avant considérable. Un deuxième pas important est fait maintenant avec la mise en avant du terme d'ouvrier. Il précise que les gens en question font pleinement partie de la société française, dans laquelle ils occupent une place au sein d'une catégorie bien particulière, même si délibérément occultée par les mass média et les politiciens jusqu'au lendemain des dernières élections. Ce ne sont pas des gens transparents, ce sont des gens qui travaillent, ce sont des ouvriers. Or, "ouvrier ça compte" et "le travail ça compte, le travail ça doit ouvrir des droits", pour reprendre les slogans du Rassemblement. Ce mouvement ne se construit donc pas sur un appel à la charité mais sur un appel à la reconnaissance d'un fait social : il y a en France des ouvriers qui

doivent être reconnus pour ce qu'ils sont, une partie pleine et entière de la société.

Bien sûr, comme vous le faites remarquer, s'il y a des ouvriers sans-papiers, "il y a aussi des sans-papiers tout court". Mais il y a quand même un fait social qui mérite qu'on s'y attarde sérieusement : plus de 70 % des Algériens et des Tunisiens, plus de 80 % des Marocains sont des ouvriers dans le sens le plus étroit du terme (1). Si une catégorie de la population peut être considérée comme faire partie intégrante de la classe ouvrière de France, au sens le plus restreint du terme, c'est bien celle des travailleurs immigrés... Et les sans-papiers ne dérogent pas à la règle, même si leur situation les cantonne dans des secteurs bien particuliers comme le bâtiment. En tout état de cause, ils sont tous des salariés, qu'ils disposent d'un emploi ou non (2). La question n'est pas anodine dans la mesure où il y a un rapport direct entre cette appartenance sociale et leur situation administrative. S'ils ne devaient pas venir en France coûte que coûte dans l'espoir d'y trouver un emploi salarié, ils ne seraient pas dans la situation dramatique qui est la leur. Rappelons par exemple que les accords d'Évian prévoient l'octroi automatique de la carte de résident aux Algériens créant une société commerciale en France. C'est parcequ'ils appartiennent à la classe travailleuse que les "sans-papiers" sont venus en France et c'est parcequ'ils appartiennent à la classe travailleuse que l'État ne veut pas d'eux. Tout ce qui va dans le sens d'une meilleure compréhension de ce fait par les "sans-papiers" comme par le reste de la population du pays contribue à avancer dans la solution de leur problème qui est aussi un problème de tout le salariat, toutes considérations morales laissées de côté.

L'idée qu'il existe dans la société une catégorie particulière, les "sans-droits" ou les "exclus" pose de multiples problèmes. Il s'agit là d'une construction intellectuelle récente qui accompagne et alimente le recul de la conscience de classe. Comme le note fort à propos un journaliste "plusieurs glissements de sens ont été lourds de conséquences. Dans le rôle du déshérité, l'immigré a pris la place de l'ouvrier d'autant plus facilement qu'une large fraction de la population



Les sans-papiers des foyers ne sont pas des «anomistes» : ils ont un nom et ils l'affichent

ouvrière est maintenant d'origine étrangère. Le pauvre est par ailleurs devenu un "exclu". Les sociologues qui, comme François Dubet, ont inventé le terme d'exclusion entendaient mettre l'accent sur le processus par lequel certaines personnes basculent dans la pauvreté. Mais l'expression a paradoxalement fini par enfermer les blessés de la crise dans une sorte de ghetto mental. (3)

Notre société n'est pas seulement une société d'exploitation : c'est aussi une société d'oppression. La majorité des gens subissent une ou plusieurs oppressions spécifiques qui s'ajoutent aux problèmes "classiques" que sont les salaires, les conditions de travail, la précarité, etc. La plus importante de ces catégories opprimées est bien sûr représentée par les femmes qui, malgré d'importantes avancées, sont loin d'avoir gagné l'égalité avec les hommes dans tous les domaines. On pourrait également ajouter à titre d'exemple les personnes étrangères ou "de couleur", les jeunes, les handicapés, etc. Mais ces oppressions ne déterminent pas d'appartenance à une catégorie précise. En fait, une personne peut être "inclue" par certains aspects et "exclue" par d'autres. Il y a des "sans-papiers" qui travaillent et des citoyens qui sont au chômage. Il y a des personnes en bonne santé qui touchent le RMI et des handicapés qui

gagnent bien leur vie. Il y a des ouvrières émancipées et des femmes de bourgeois qui subissent des violences conjugales, etc. On ne peut donc pas réduire la société à une opposition entre deux groupes qui seraient les "inclus" et les "exclus". C'est créer des catégories qui n'ont aucun contenu objectivement vérifiable et c'est faire l'impasse sur l'existence d'une classe patronale avec laquelle les supposés "inclus" n'ont que des antagonismes. C'est mentir sur la communauté d'intérêt qui existe entre tous les salariés, quelques soient leurs situations au regard de l'emploi et les discriminations dont ils peuvent souffrir par ailleurs. La caricature des dérivés d'une telle position avait été donnée jadis par l'Abbé Pierre quand il fustigeait les fonctionnaires en les traitant de "nantis" sans dire un seul mot contre la droite et contre le système économique et social dans son ensemble.

On voit bien que les seuls à pouvoir tirer bénéfice de ces glissements sémantiques aux effets idéologiques dévastateurs sont les tenants du système. Vous même ne semblez pas totalement échapper à une certaine confusion puisque dans le même paragraphe vous proposez "de prendre Chirac au mot" (et le supposez capable d'agir "au mieux de nos intérêts") puis vous citez le massacre commis par le psychopathe de Nanterre

comme un signe possible d'une radicalisation des luttes. Même si je me doute bien que vous n'avez aucune illusion dans Chirac, le fait d'envisager à son encontre une tactique de "mise au pied du mur" me paraît terriblement dangereuse dans la mesure où elle est susceptible de renforcer les illusions que certaines personnes pourraient avoir en lui. Il me semble au contraire que le devoir minimum de défenseurs des déshérités consiste à expliquer clairement que les partis de droite et d'extrême-droite sont leurs ennemis mortels et ne peuvent mener comme politique que celle que leur souffle leurs inspirateurs du MEDEF ou autres. Si les querelles politiques entre la droite et la gauche gouvernementale ont pu apparaître non sans raison "fumeuses", pour reprendre votre expression, cela ne veut pas dire qu'il faille être indifférent aux débats politiques de fond.

Paradoxalement, vous semblez passer quasiment sans transition d'une attitude ambiguë à l'égard des gouvernants à un radicalisme extrême. Cette versatilité est généralement le fait de personnes ou de couches sociales désemparées et n'ayant aucune confiance dans les capacités émancipatrices de la classe travailleuse. Pourtant, le changement social ne viendra pas uniquement des actions de groupes marginalisés qui, au mieux, peuvent "foutre le bordel, faire des émeutes, se

bagarrer avec les flics, créer une situation de tension et de crise dans la société". En effet, "faire une révolution, ce n'est pas faire des barricades dans la rue (...). C'est changer les bases du monde, changer les lois qui régissent l'organisation de la société". (4)

C'est pourquoi, si l'affaire de Nanterre avait un réel aspect politique - ce qu'à mon avis elle n'a pas - (5) sa signification ne pourrait être que totalement négative. Les assassinats aveugles ne sont en général que le signe d'un profond recul des luttes sociales et d'une totale absence de perspectives. L'ascension du terrorisme islamiste suicidaire en Palestine est un très bon exemple de ce genre de processus. Fort heureusement, nous n'en sommes pas arrivés là en France ! Au contraire, les signes d'une remontée des mouvements sociaux sont très nombreux et le vrai sens de la présidentielle (je parle du premier tour) a été de montrer une aspiration - s'exprimant certes de manière fragmentée - à reconstruire ce que Bourdieu nommait une "gauche de gauche". Bien entendu, nous sommes encore loin du compte tant concernant la forme que le contenu. Mais il s'agit d'avancer et de ne pas se laisser piéger dans les catégories de pensée des années 1980-90, pour la plupart créées par des "intellectuels" peu ou prou liés au social-libéralisme pour justifier la capitulation des gouvernements de gauche (mais aussi de la CFDT, des associations etc) face à la dictature des marchés financiers. Ce qu'appelle la situation actuelle c'est la reconstruction de la conscience d'une condition partagée.

20/09/2002

(1) Maryse Tripiet, *l'immigration dans la classe ouvrière de France*, L'Harmattan

(2) cf Praxis n°4

(3) *Quand la classe ouvrière devient invisible*, Le Monde 01/06/02

(4) Anonyme : *le prolétariat c'est nous*

<http://perso.republica.fr/laso/ciale/PROL.html>

(5) Elle n'en a que de manière indirecte, le malade mental ayant exécuté huit conseillers municipaux de toutes tendances étant un précaire déçu de ne pas avoir réussi à s'intégrer dans une bureaucratie municipale qu'il s'est alors mis à haïr.

18ème arrdt.

échange de correspondance avec Michel Neyreneuf

SUITE à un rendez-vous avec l'adjoint au logement du 18ème arrondissement (cf. la Voie Populaire n°31), Gwenola Martin lui a écrit au nom de l'Association populaire d'entraide lui a écrit le 21 octobre dernier pour rendre compte des commentaires sur l'échange ayant eu lieu.

«Lors de la dernière réunion de notre association qui s'est tenue le 25 septembre dernier, nous avons fait part à nos adhérents du compte-rendu de la réunion que Mlle Ouarda Yahy et moi-même avons eue avec vous le 17 juin dernier.

Leur ayant détaillé les cas concrets que nous vous avons alors soumis, à savoir notamment le 24 rue Laghouat et le 25 rue Stephenson, nous avons néanmoins collectivement constaté qu'aucune solution ou proposition n'a encore été avancée.

D'autre part, l'ensemble des adhérents a été fortement surpris lorsque nous leur avons détaillé la composition de la commission d'attribution de logement de la mairie du 18ème arrondissement. Nous constatons que le rôle dévolu aux associations au sein de celle-ci reste assez restreint.

Vous nous aviez affirmé que la transparence de l'attribution des logements était désormais acquise, du fait de l'action de cette commission. C'est pourquoi, en accord avec l'ensemble des adhérents présents lors de notre dernière réunion, nous avons décidé de vous solliciter afin d'ouvrir des sièges de la commission d'attribution de logements du 18ème arrondissement à un représentant de notre association, ainsi qu'à ceux d'autres associations de défense des mal-logés».

Michel Neyreneuf a répondu dès le 29 octobre

à la lettre de Gwenola Martin, dans les termes suivants :

«En ce qui concerne le 24 rue Laghouat, dès que la Ville sera rentrée en possession des lieux (ce qui devrait arriver bientôt) les relogements pourront démarrer.

Pour le 25 rue Stephenson, j'ai demandé que cet immeuble soit intégré à l'OPAH de renouvellement urbain que la Ville est en train de lancer. Pour les familles mal-logées (notamment en suroccupation) le traitement de leurs dossiers se fait actuellement comme l'ensemble des dossiers de demandeurs de logement de l'arrondissement.

Je m'étonne des commentaires que vous faites sur la composition de la Commission d'attribution mise en place par la mairie du 18ème. Je ne vois pas pourquoi elle n'est pas transparente. J'ai même accentué son indépendance vis à vis des politiques, puisque l'élu qui y siège (moi-même) ne vote pas. Composée de représentants de 3 associations bien implantées dans le 18ème (deux associations de locataires et une association de quartier qui tient une permanence logement dans le quartier de la Goutte d'Or) et de 3 services sociaux qui nous signalent régulièrement des situations de mal-logés, elle est vraiment fondée sur la transparence.

Je tiens à vous faire savoir que j'avais proposé au DAL 18ème d'y participer. Celui-ci a décliné mon offre, alors que c'est l'association de défense des mal-logés la plus importante du 18ème.

Aussi, compte-tenu de cette situation qui me paraît satisfaisante, la composition actuelle de la commission ne sera pas modifiée.»

Les arguments avancés par Michel Neyreneuf n'ont guère convaincu. On notera tout d'abord que rien de vraiment

concret n'est dit concernant les cas des 24 rue Laghouat et 25 rue Stephenson. Dans ce dernier cas, dire que les dossiers sont suivis «comme (pour) l'ensemble des dossiers de demandeurs de logement» revient de fait à opposer une fin de non recevoir aux revendications spécifiques qui sont formulées. Et pour les deux immeubles des garanties sont demandées pour les sans-papiers mal-logés qui y résident en étant titulaires de baux. Seront-ils relogés ?

Concernant la commission d'attribution des logements, le fait que l'adjoint au logement n'y vote pas n'est pas une réponse réelle à la question posée. Ce choix est pour le moins contestable : en agissant ainsi, l'élu qu'est Michel Neyreneuf n'assume pas ses responsabilités et les rejette sur les associations, les plaçant ainsi en situation d'avoir à assumer les choix faits en lieu et place de la majorité municipale (PS, PCF, Verts, PRG). Pour autant, Monsieur Neyreneuf ne dévoile même pas dans son courrier quelles sont ces associations. On fait mieux comme transparence...

On ne discutera pas ici de la caractérisation du DAL comme «association de défense des mal-logés la plus importante du 18ème» qui appellerait pourtant divers commentaires. Par contre, le fait que le DAL refuse de siéger à la commission ne disqualifie pas par principe ceux qui pourraient souhaiter le faire et qui n'ont aucune raison de se sentir représentés par lui.

La question reste donc entière. Michel Neyreneuf mettrait implicitement en doute la représentativité de l'Association populaire d'entraide, celle-ci a donc décidé de s'adresser à la masse des habitants de l'arrondissement pour leur demander d'appuyer son combat par la signature d'une pétition.

Guerre contre l'Irak : les progressistes américains disent

«PAS EN NOTRE NOM»

Cet appel contre la guerre en Irak a recueilli à ce jour, aux USA, plus de 40 000 signatures d'intellectuels, artistes, étudiants et salariés. Il se termine sur le serment «Pas en notre nom» repris dans le monde entier.

Qu'il ne soit jamais dit que les Etats-Unis n'ont rien fait lorsque leur gouvernement a déclaré une guerre sans limite et institué des mesures de répression draconiennes. Les signataires de ce manifeste appellent les citoyens des Etats-Unis à résister à ces nouvelles mesures et à la politique globale menée depuis le 11 septembre 2001. Celles-ci représentent de graves dangers pour tous les citoyens du monde entier.

Nous croyons fermement que les peuples et les nations ont le droit de déterminer leur propre destin, à l'abri de la coercition militaire exercée par les grandes puissances. Nous croyons que toute personne détenue ou passée en jugement par le gouvernement des Etats-Unis a droit à la même procédure juridique. (...) Nous appelons les américains à résister à la guerre

Nous croyons que les hommes et femmes de conscience doivent assumer la responsabilité de ce que font leurs gouvernements. Nous nous devons tout d'abord de nous opposer aux injustices commises en notre nom. C'est pourquoi nous appelons tous les Américains à résister à la guerre et à la répression déchaînées contre le monde par l'administration de Mr Bush. Elles sont injustes, immorales et illégitimes. Nous avons choisi de faire cause commune avec les citoyens du monde.

Nous aussi avons été choqués par les événements terribles du 11 septembre 2001. Nous aussi avons déploré la mort de milliers d'innocents et regardé avec horreur et incompréhension les scènes de carnage tout en nous rappelant



d'autres scènes semblables à Bagdad, à Panama, et, une génération plus tôt, au Vietnam. Comme des millions d'Américains dans l'angoisse, nous nous sommes aussi demandé comment une telle chose avait pu se produire.

Pourtant, le deuil avait à peine commencé que les dirigeants du pays les plus haut placés déchaînaient déjà l'esprit de vengeance. Ils rendirent public un message simpliste opposant «le bien» et «le mal» que des média complaisants et intimidés ont propagé. Ils nous ont dit que se demander pourquoi de tels événements terribles s'étaient produits se rapprochait dangereusement de la trahison. Il n'y a eu aucun débat. Il n'y avait par définition ni question morale, ni question politique. La seule réponse possible devait être la guerre hors des frontières et la répression à l'intérieur.

En notre nom, l'administration de Mr Bush, fort de la quasi unanimité du Congrès américain, a non seulement attaqué l'Afghanistan mais s'est aussi arrogé le droit, même vis-à-vis de ses alliés, d'imposer la force militaire en tout lieu et à tout moment. Les répercussions brutales s'en sont fait sentir des Philippines à la Palestine, où les tanks et les bulldozers ont laissé un terrible sillage de mort et de destruction. Le gouvernement se prépare maintenant à mener une guerre totale contre l'Irak, pays qui n'a pas de lien avec les horreurs du 11 septembre 2001. Quel genre de monde adviendra-t-il si le gouvernement des Etats-Unis a carte

blanche pour envoyer des commandos, des assassins et des bombes où qu'il le veuille ? (...)

Nous refusons à Bush le droit de parler au nom de tous les Américains

Le Président Bush a déclaré : «Ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes contre nous». Voici notre réponse. Nous nous refusons le droit de parler au nom de tous les Américains. Nous n'abandonnerons jamais notre droit à la remise en question. Nous ne vous livrerons pas nos consciences en échange de promesses de sécurité qui sonnent creux. Nous vous déclarons : «PAS EN NOTRE NOM». Nous refusons de jouer un quelconque rôle dans ces guerres et nous répudions toute supposition qu'elles soient menées en notre nom ou pour notre bien. Nous tendons la main à ceux qui, à travers le monde, souffrent à cause de cette politique, nous montrerons notre solidarité par les mots et par les actes.

Joignez vous à notre défi

En signant ce manifeste, nous appelons tous les Américains à se joindre à notre défi. Nous applaudissons et encourageons les actes de critique et de protestation qui ont lieu actuellement, tout en sachant qu'il en faudra beaucoup plus pour arrêter cet engrenage infernal. Nous nous inspirons des réservistes israéliens qui, au prix d'énormes risques personnels, déclarent «qu'il y a effectivement une limite» et refusent de servir dans les territoires occupés et à Gaza.

Le Serment de Résistance

Nous croyons, parce que nous vivons aux Etats-Unis que notre responsabilité est de résister aux injustices commises par notre gouvernement, en notre nom.

Non, en notre nom vous ne livrez pas de guerre sans fin, il ne peut plus y avoir plus de morts, plus de transfusions de sang en pétrole.

Non, en notre nom vous n'irez pas envahir des pays, bombarder des civils, tuer des enfants, laissant le cours de l'histoire rouler sur leurs tombes anonymes.

Non, en notre nom vous n'éteindrez pas ces mêmes libertés que vous avez juré défendre par les armes.

Non, en nos mains nous n'apporterons armes ni fonds pour anéantir des familles entières en terre étrangère.

Non, en nos bouches nous ne laisserons la peur nous faire taire.

Non, en nos cœurs nous ne permettrons pas que des nations entières se voient taxées de « mal ».

Non par notre volonté et Non en notre nom.

Nous jurons de résister. Nous jurons alliance avec ceux qui se sont vu attaqués pour avoir exprimé leur opposition à la guerre ou pour leur religion ou leur race. Nous jurons de faire cause commune avec les peuples du monde entier pour faire naître la justice la liberté et la paix.

Un autre monde est possible Et nous jurons d'en faire une réalité.

"Nous créons le mouvement des Syndicats des Etats-Unis contre la guerre"

Le 11 janvier dernier a été créé à Chicago le Mouvement des syndicats des Etats Unis contre la guerre (USLAW) qui représente plus de deux millions de membres.

DOCUMENT

"Considérant que plus d'une centaine de syndicalistes représentant des syndicats, des conseils syndicaux et d'autres instances syndicales, représentant plus de deux millions de membres, ont tenu à Chicago une réunion sans précédent pour discuter de notre position vis-à-vis de ces questions,

"Considérant que c'est de la responsabilité des syndicalistes et des responsables syndicaux d'informer les travailleurs sur les questions qui peuvent affecter leurs vies, leurs emplois et leurs familles,

"Considérant que les principales victimes de toute action militaire en Irak seront les fils et les filles des familles ouvrières servant dans l'armée et les civils irakiens innocents qui ont déjà tant souffert.

"Considérant que nous n'avons pas de conflit, ni de litige, avec les travailleuses, les travailleurs et les enfants d'Irak ou d'aucun autre pays,

couverture et diversion

"Considérant que les milliards de dollars dépensés pour préparer et mener cette guerre sont enlevés à nos écoles, à nos hôpitaux, à nos logements et à notre sécurité sociale,

"Considérant que cette guerre est un prétexte pour s'attaquer aux droits des travailleurs, aux droits des citoyens, aux droits des immigrés et aux droits de l'homme dans notre pays,

"Considérant que la logique de guerre de Bush sert de couverture et de diversion au désastre économique, à la corruption des multinationales et aux licenciements,

"Considérant qu'une telle action militaire conduira, sans doute, à une croissance des actes terroristes en représailles,

"Considérant qu'il n'y a aucun lien avéré entre l'Irak et Al Quaida en ce qui concerne l'attaque du 11 septembre et que ni l'administration Bush ni les inspections des Nations Unies n'ont démontré que l'Irak constitue une réelle menace pour les Américains,

"Considérant qu'une action militaire américaine contre l'Irak menace la résolution pacifique des conflits entre



Etats et met en danger la sûreté et la sécurité du monde entier, y compris des Américains,

"Considérant que le mouvement ouvrier a un rôle historique à jouer dans le combat pour la justice, nous mettons sur pied "le Mouvement des Syndicats des Etats-Unis contre la guerre" (US Labor Against the War : USLAW) et affirmons nous dresser fermement contre la logique de guerre de Bush.

"De plus, nous affirmons que l'Uslaw publiera cette résolution et développera les activités antiguerre au sein des syndicats, parmi les salariés et les citoyens."

Répression en Tunisie

La Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme informe que la police a violemment agressé une manifestation contre la guerre et pour le soutien au peuple irakien organisée à Sfax le 16 février par des syndicalistes. La manifestation a ainsi été dispersée avant son départ et 14 syndicalistes et militants des droits de l'homme ont été hospitalisés.

un nouveau local pour l'association populaire d'entraide

DEPUIS le mois de juin, l'Association populaire d'entraide s'est installée au CAIRN, 18 rue Victor Massé à Paris (9ème arrondissement, métro Pigalle).

Le CAIRN est un local auto-géré, partagé par des associations oeuvrant dans des domaines les plus divers : droit des consommateurs, naturisme, don d'organes, théâtre...

L'adhésion de l'Association populaire d'entraide - qui devra effectuer une période probatoire d'un an - a été acceptée à l'unanimité.

L'association est présente au local le 4ème mercredi soir de chaque mois pour une réunion et tous les dimanches de 15h à 17h pour sa permanence d'accueil et d'information.

La permanence a immédiatement connu un vif succès, le bouche à oreille fonctionnant à plein et drainant un nouveau public.

Tout courrier concernant l'association peut également être adressé à :

Association populaire
d'entraide, 18 rue Victor
Massé 75009 Paris



Fraternité et convivialité : 2ème journée à la mer de l'association, en juillet 2002

A noter dès
maintenant
dimanche 13
avril - 15h
AGECA, 177 rue
de Charonne
(métro
Alexandre
Dumas)

Université

«Être un(e) immigré(e) dans la France
d'aujourd'hui»

populaire

Militant

*est
votre
journal*

*lisez-le
faites-le lire !*

- je souhaite m'abonner et je joins un chèque de 8 euros à l'ordre d'Association populaire d'entraide
- je souhaite recevoir..... exemplaires du prochain numéro pour les vendre autour de moi
- je souhaite devenir correspondant du Militant et j'adhère à l'Association populaire d'entraide (16 euros, abo. inclus)

NOM, Prénom.....

Adresse.....

Téléphone.....

Militant, 18 rue Victor Massé 75009 Paris

contactez nous au
06 87 24 84 55
Militant@wanadoo.fr

Militant

Edité par l'Association populaire
d'entraide

Directeur de la publication :
Raymond Debord

Comité de rédaction : Ahmed
ADJARI, Elisabeth BAISSÉ, Safia
BAKHTI, Dominique CORNET,
Raymond DEBORD, Abdelhak
EL MANSOUR, Benoit
GUERARD, Salima JAMILI,
Franck MARSAL, Mohamed
RAMI, Ouarda YAHI

Qui
nous
sommes



Le «Militant» est
édité par
l'Association
populaire d'entraide.
Association «loi de
1901», l'Association
populaire d'entraide
a pour objet de :
«lutter contre les
inégalités sociales
et faire renaitre un
outil au service de
l'auto-organisation
du peuple en
favorisant l'unité et
l'action collective et
en développant une
démarche
d'éducation
populaire». Le
bulletin «Militant»
représente
l'expression
politique, au sens
noble du terme, du
combat mené par
l'association. Sur
cette base, il entend
aussi contribuer à
dessiner les
contours d'un
courant d'idées.
C'est un journal
libre, où chacun
s'exprime comme il
l'entend dans le
respect des choix
éditoriaux. N'hésitez
surtout pas à nous
adresser des
reportages, des
contributions, etc.